



Communiqué de presse

Pour l'abandon des charges contre le réalisateur russe Kirill Serebrennikov

Le vendredi 26 juin, le tribunal Meshchansky à Moscou va rendre son verdict dans l'affaire de détournement de fonds contre Kirill Serebrennikov, le célèbre metteur en scène de théâtre et de cinéma russe, et ses coaccusés Sofia Apfelbaum, Alexei Malobrodsky et Yuri Itin.

La International Coalition for Filmmakers at Risk (ICFR) et ses créateurs, la European Film Academy (EFA), le International Documentary Film Festival Amsterdam (IDFA), le Rotterdam International Film Festival (IFFR), ainsi que PEN America's Artists At Risk Connection (ARC), Human Rights Watch, le Human Rights Film Network, la International Documentary Association (IDA), le Festival du film et forum international sur les droits humains de Genève (FIFDH) et la Fédération européenne des réalisateurs de l'audiovisuel (FERA) demandent que les charges qui pèsent contre eux soient immédiatement abandonnées.



Le 22 juin, pendant son réquisitoire, l'accusation a demandé une peine de six ans de prison à l'encontre de Serebrennikov, et entre quatre et cinq ans de prison pour ses coaccusés. L'accusation a également demandé à ce qu'on leur inflige une amende pouvant aller jusqu'à 800 000 roubles (10 300 euros). Serebrennikov est le directeur artistique du centre Gogol de Moscou qu'il a transformé en centre culturel de premier plan.

En 2017, Serebrennikov et ses coaccusés ont été accusés de détournement de fonds publics à hauteur de 129 millions de roubles (1,66 millions d'euros) destinés au projet artistique Platform qui bénéficiait de subventions et faisait la promotion de la danse moderne, du théâtre et de la musique en Russie. Parmi les chefs d'accusation figure un mensonge disant que l'un des spectacles de Platform n'a pas été monté, alors qu'il a en fait donné lieu à de nombreuses représentations. Des spectateurs y ayant assisté ont publié des posts sur les réseaux sociaux avec le hashtag #ябылнаплатформе (J'étais à Platform). S'il a en effet existé des irrégularités dans la comptabilité de Platform, les autorités auraient pu les résoudre d'une autre façon.

L'accusation de détournement de fonds semble une manière à peine masquée de répondre à la critique politique exprimées par Serebrennikov, et d'envoyer un message effrayant aux artistes qui n'ont d'autre choix que d'accepter les subventions publiques afin de survivre tout en exerçant leur art : abstenez-vous de toute critique politique.

Connu pour sa critique du Kremlin, Serebrennikov a abordé de nombreux sujets. Il a critiqué la persécution LGBTQ, et, partant, l'influence de l'Église orthodoxe sur la société russe. Il a alerté contre la montée de la censure (notamment l'arrestation des membres du collectif punk Pussy Riot) et contre celle de l'autoritarisme en Russie. Il a également critiqué l'implication de la Russie dans la guerre russo-géorgienne.

Suite au dépôt de plainte contre lui en 2017, Serebrennikov a été assigné à résidence pendant près de deux ans, jusqu'en avril 2019 où il a été libéré sous caution.

En Russie et dans le monde, de nombreuses voix se sont élevées contre les accusations infondées pesant contre Serebrennikov. L'affaire est largement considérée comme une tentative spacieuse de le punir pour sa franchise politique et son anticonformisme artistique. La communauté artistique a pris sa défense. La légende du ballet Mikhail Baryshnikov a déclaré : « Un artiste dont la Russie devrait être fière est avili et humilié » et a qualifié la « répression » exercée par le gouvernement contre Serebrennikov comme étant motivée par des raisons politiques. Lors de la première arrestation de Serebrennikov, des dizaines de personnalités de la culture russe ont signé une pétition demandant aux autorités de le libérer – aujourd'hui la pétition a rassemblé plus de 54 000 signatures.

En Russie, il est extrêmement difficile pour les artistes de survivre sans subvention publique. Le prix à payer pour les artistes qui demandent et acceptent ces subventions afin de continuer d'exercer leur droit à l'expression artistique ne peut pas être la perte de leur droit à la libre expression politique.

Berlin, le 25 juin 2020